

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ecole

Une rentrée catastrophique

- Social - Éducation -

Date de mise en ligne : samedi 9 septembre 2006

Démocratie & Socialisme

Le ministre de l'éducation nationale est bien le seul à voir dans la rentrée scolaire 2006, une rentrée idéale et sans problème. Tout à son exercice d'auto satisfecit, il va jusqu'à se raconter l'histoire du début d'une ère nouvelle !

La réalité est très différente. Elle se décline en pratique sous les formes de pénuries de moyens et de réformes en trompe l'oeil.

La rentrée n'est pas encore faite que l'ensemble des organisations syndicales(FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, FERC-CGT et FAEN) appellent à une journée de grève le jeudi 28 septembre. Les décisions budgétaires du gouvernement pour 2007 s'ajoutant à l'ensemble des coupes intervenues depuis 2003, conduisent à une réduction considérable des moyens du service public (- 8701 emplois d'enseignants supprimés pour 2007).

Politique rétrograde dans ses choix, dangereuse pour l'avenir, elle se décline dans cette rentrée par la dégradation des conditions d'enseignement et de travail, la réduction de l'offre d'enseignement (particulièrement, les heures de soutien pour les élèves en difficulté) et la précarité accrue. La rentrée idéale, façon Robien ! Pour le Se UNSA, « le contentieux reste entier entre le ministère et les enseignants ». La FSU parle de « conflit ouvert avec le gouvernement ». Une rentrée idéale !

La loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école se met en place

Le décret sur le socle commun des connaissances et compétences a été publié le 20 juillet ; « un acte fondateur ... sans équivalent depuis les lois de Jules Ferry » selon le ministre. Il se résume, pour le moment, à un ouvrage vendu en librairie sans dispositif d'accompagnement particulier, hormis les PPRE (programme personnalisé de réussite éducative) que le manque de moyens et de formation va vite rendre symboliques et inopérants. En bref, la méthode coué !

Si l'objectif annoncé est d'assurer un niveau minimum à tous les élèves, une base culturelle commune, avec obligation de résultat, la réalité de la mise en musique s'inscrit plutôt dans les préconisations libérales de la commission européenne depuis le conseil européen de Lisbonne (2001). Articulé aux coupes budgétaires, à l'ensemble des mesures prises, comme l'apprentissage junior dès 15 ans, au développement du mode de gestion managérial, c'est l'accroissement des ségrégations qui se profile. Les solutions aux difficultés de la massification scolaire ne sont pas posées en terme de démocratisation mais comme un véritable retour en arrière. Le retour à Jules Ferry, est un retour à une vision de l'école inégalitaire dont un réseau formait « des ouvriers, des paysans et des soldats » ! Pour les autres, la voie est grande ouverte à la modernité, c'est à dire à la marchandisation scolaire et péri-scolaire.

La note de vie scolaire est une autre nouveauté de la rentrée. Mesure démagogique à l'application complexe et particulièrement inégalitaire, elle vise d'abord à rassurer les plus réactionnaires et ensuite à l'acquisition des compétences sociales définies par la commission européenne « confiance en soi, l'indépendance, l'aptitude à prendre des risques et les compétences relatives à l'esprit d'entreprise » On s'éloigne des questions liées à « l'esprit critique », et à la « mise en ordre du monde ». On se limite à la professionnalisation.

Le débat sur les méthodes d'apprentissage de la lecture trouve une conclusion temporaire. Seule la méthode dite syllabique a droit de cité dans les écoles, au mépris de l'avis de la grande majorité des experts, de la pratique des enseignants et d'une bonne part des textes officiels eux-mêmes !

Le ministre est en phase avec les lobbys rétrogrades qui peuplent son ministère et revendiquent ce retour à Ferry (Jules) !

La difficile question de l'entrée dans l'écrit n'est toujours pas posé comme enjeu essentiel et projet politique alors que tout se joue dès le primaire et se cristallise au collège. L'objectif du ministre ne vise pas à la démocratisation mais à la naturalisation des inégalités.

La police est invitée dans les établissements scolaires Entre la prévention éducative l'intimidation et le signalement préventif, la circulaire ministérielle sur la violence scolaire s'aligne sur les thèses sarkoziennes. La circulaire interministérielle, signée par les ministres de l'éducation nationale, de l'intérieur et de la justice, invite la police à intervenir à l'intérieur des établissements.

« Le chef d'établissement... peut, après en avoir informé son conseil d'administration, en concertation avec les services de police ou les unités de gendarmerie, demander à ceux-ci d'organiser, dans l'enceinte de l'établissement, une permanence d'un agent des forces de l'ordre. Ce dernier sera à même de participer à des actions de prévention, il sera à l'écoute des personnels et des élèves, et pourra intervenir en cas de problème. Les autorités académiques inciteront les chefs d'établissements dans lesquels les actes de violences sont très fréquents à demander la mise en place d'un tel dispositif". »

Les établissements sont invités à signaler au président du conseil général " les informations relatives aux élèves dont la situation préoccupante laisse apparaître la nécessité, voire l'utilité, de mettre en oeuvre des mesures éducatives".

L'éducatif est encore la pour la forme, mais rien sur le renforcement d'équipes pluridisciplinaires. Au contraire, les équipes de vie scolaire sont de plus en plus fragilisées, leurs capacités d'actions chaque année un peu plus faible. Les difficultés s'accroissent et le privé, soutenu par le ministre, jubile.

Péril en la demeure

Après le mouvement des banlieues Villepin avait annoncé que l'année 2006 serait celle de l'égalité des chances. La définition se précise : Chacun sa peau et que le meilleur gagne.

Les conditions catastrophiques de la rentrée 2006 succèdent aux conditions catastrophiques des années précédentes. Le choix du gouvernement est cohérent avec son credo libéral. La collectivité en a fait assez, c'est aux individus de se prendre par la main.

Les élèves qui échouent sont ceux qui baissent les bras ou ceux dont les familles "démissionnent". Chacun est responsable de sa propre situation. Les réformes s'alignent sur ce diptyque, libéralisme et sécurité. Le reste n'est que formule de circonstance.

Il y a péril en la demeure pour l'école publique, urgence de se mobiliser, urgence de battre la droite. Aucun état d'âme n'est acceptable.

Philippe Verdier